

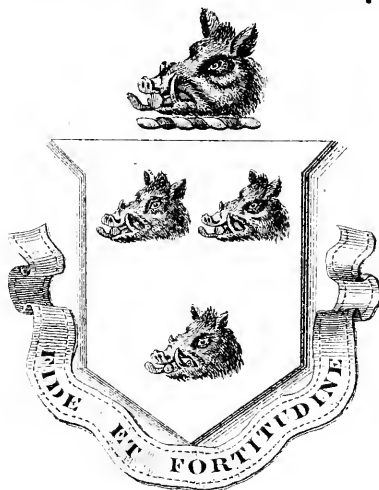
Accessions

159.832

Shelf No.

XG 3656.17

Barton Library.

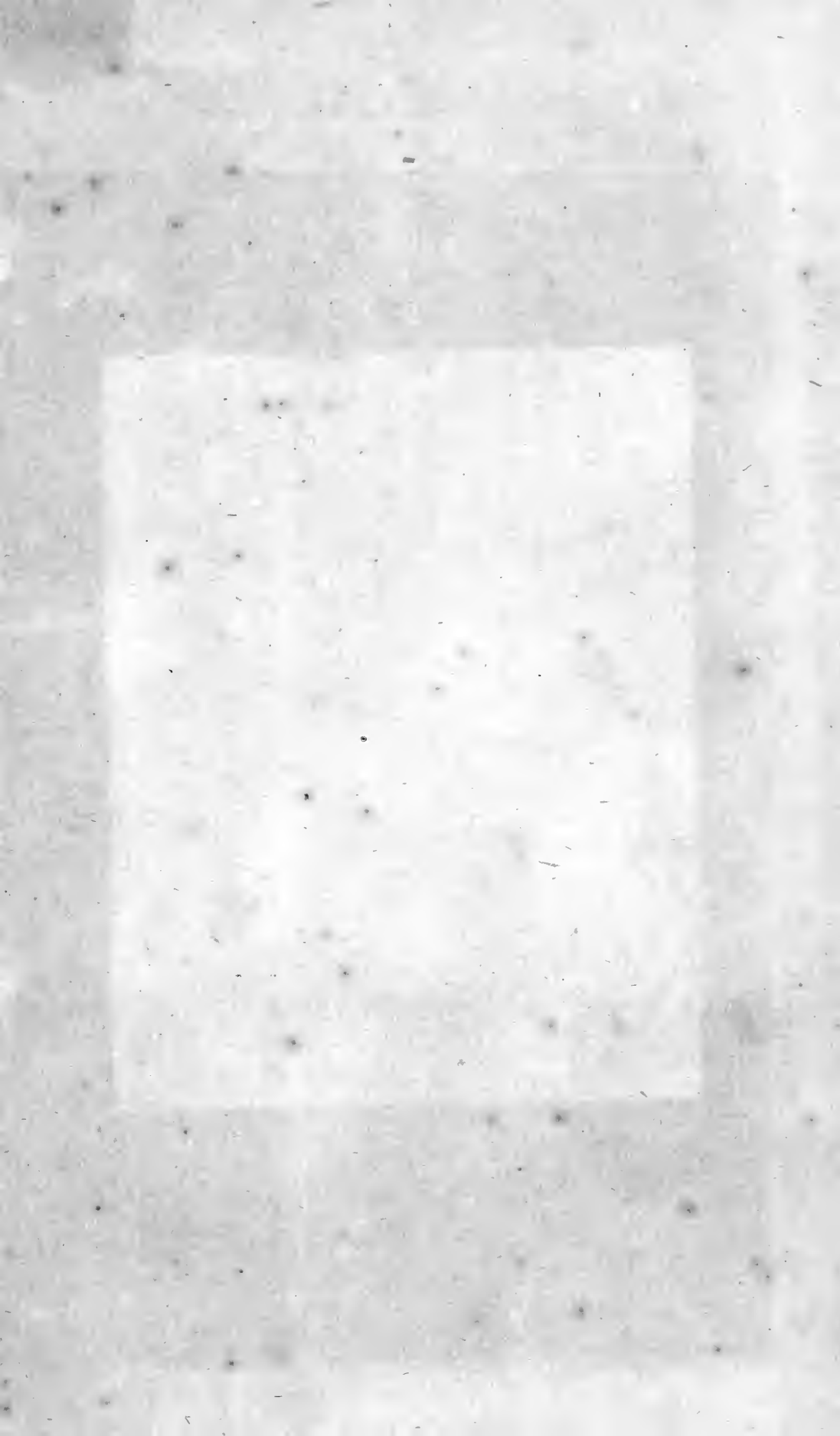


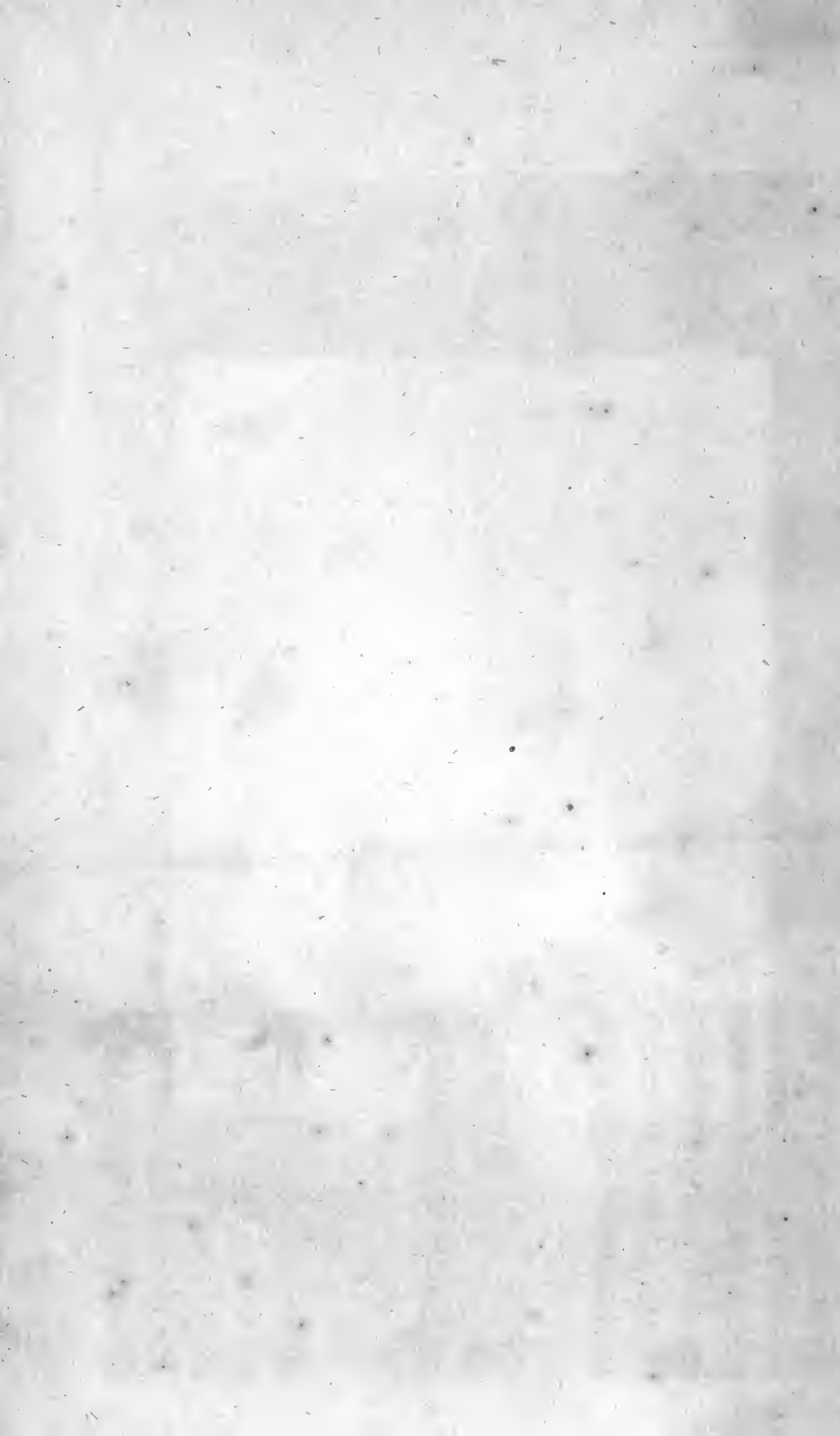
Thomas Pennant Buxton.

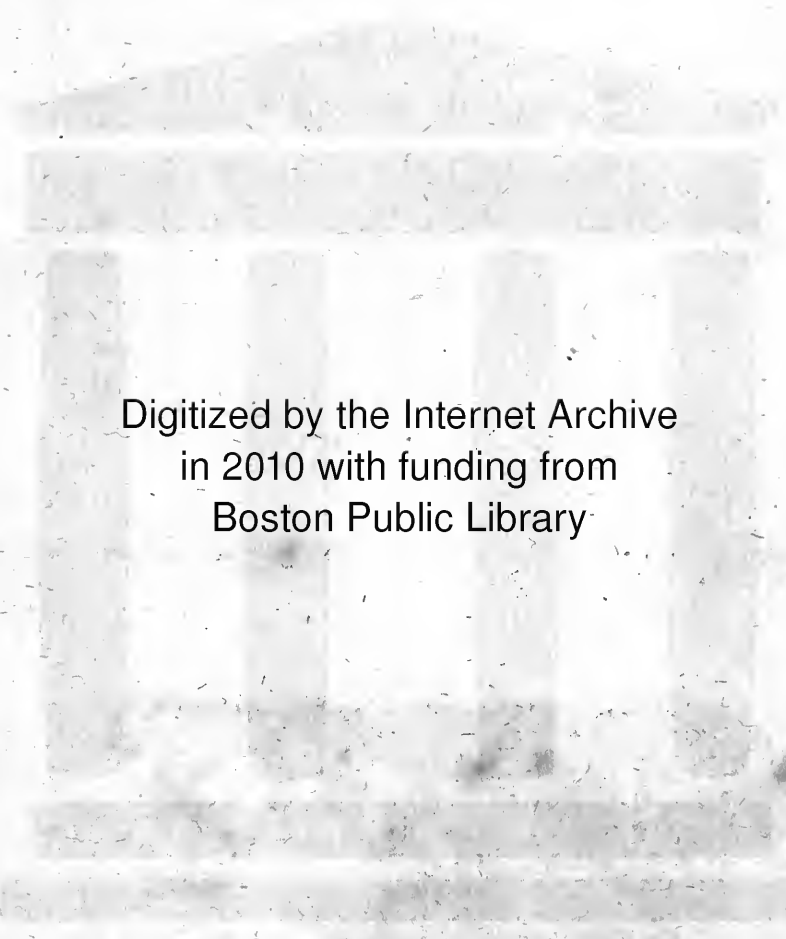
Boston Public Library.

Received. May. 1873.

Not to be taken from the Library.







Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Boston Public Library



R É P O N S E

A L' E X A M E N

P A C I F I Q U E

D U S E R M E N T.

L'AUTEUR de cet examen ne s'attache qu'à en justifier la seconde partie, parce que personne n'a de difficulté sur la premiere. On promet par cette seconde partie, de maintenir de tout son pouvoir la constitution décrétée à l'Assemblée Nationale & acceptée par le Roi. C'est de cette seconde partie du serment, que l'auteur entreprend l'apologie.

Pour y parvenir, il définit la constitution & en fixe l'objet précis. Il la fait consister dans la répartition des pouvoirs, législatif, exécutif, administratif. Cette distribution est consignée dans les décrets du mois de septembre 1789, ac-

A

ceptés par le Roi le 5 octobre suivant. Ce sont ces articles , dit-on , qui forment proprement la constitution Française. Tout ce que l'Assemblée a fait depuis , étant sujet à révision , & pouvant changer sans que la constitution change de forme , ne fait pas partie essentielle de la constitution , au moins jusqu'à ce qu'il ait été jugé définitivement constitutionnel.

Si l'Assemblée jugeoit à propos de s'expliquer clairement , elle défavoueroit certainement ce discours. Il est de la première évidence qu'elle entend englober dans ce qu'elle appelle constitution , tout ce qu'elle a décrété sur l'organisation civile du clergé , l'enlèvement des biens ecclésiastiques , la destruction de l'état religieux , la suppression & la création des évêchés , l'abolition de tous les bénéfices qui n'ont pas charge d'âme , &c. Ces points & plusieurs autres sont décidés sans retour , & font partie pour toujours du régime de la France.

Indépendamment de cette erreur de fait , il y en a une bien plus grave dans le droit. L'auteur veut qu'on jure sans savoir sur quoi tombe le serment , sans qu'il ait aucun objet fixe & déterminé. Il faut jurer de maintenir la constitution. Qu'est-ce que la constitution ? L'auteur ne le fait pas lui-même : car il ignore avec tout le monde les

décrets qui sont ou ne sont pas constitutionnels. Il y en a qui paroissent l'être , & qui cependant ne le sont pas. D'autres sont élevés à cet honneur , & la révision les en fera descendre. D'autres pourront croître en dignité & devenir constitutionnels , & l'Assemblée elle-même a établi un comité pour en fixer la démarcation. Il faut néanmoins , dans cette incertitude & par provision , jurer de maintenir de tout son pouvoir la constitution. C'est dans la vérité , jurer sur rien ; sur ce qu'on ne connoît pas , & ne peut pas connoître ; sur ce que Dieu seul connoît. Telle est la morale de l'auteur. Sait-il ce que c'est que prendre le *nom de Dieu en vain* ?

Il va bien plus loin. Il suppose constitutionnels , tous les décrets portés jusqu'à présent ; ils seront l'objet du serment. Il portera même sur les décrets constitutionnels , qui ne sont pas encore publiés , qui ne le seront que dans trois mois. Dans cette hypothèse , il faut jurer par provision. Il faut jurer d'avance sur les êtres futurs. Quel paradoxe ! Quelle impiété ! C'est faire un jeu du serment ; c'est en combattre toutes les règles ; c'est méconnoître toutes les conditions qui le rendent légitime ; c'est supposer l'Assemblée Nationale infallible ; c'est s'exposer témérairement au crime du parjure , à moins qu'on ne soit dis-

posé à obéir aux hommes plutôt qu'à Dieu.

L'auteur développe ainsi sa doctrine sur le serment. Il n'est permis de jurer que pour une chose juste, que l'on croit telle, & dans le cas seulement de nécessité. Or la loi est toujours juste aux yeux des particuliers qui sont obligés d'y obéir, lorsque ceux qui l'ont fait avoient droit de la faire; lorsqu'elle ne commande rien de contraire à la religion & à la raison, ou ne défend rien de ce qu'elles commandent impérieusement, lorsqu'elle ne prononce que sur des objets qui sont de son ressort.

Ce raisonnement seroit supportable, si on promettoit simplement d'exécuter la loi, de faire ce qu'elle ordonne, de s'abstenir de ce qu'elle défend. Mais on s'oblige, & cela est bien différent, à la maintenir de tout son pouvoir. Or quand on ne s'aveugle pas volontairement, on sent la différence prodigieuse qu'il y a, entre obéir à un décret auquel est annexé la contrainte, & le maintenir de tout son pouvoir. Ces derniers termes emportent visiblement, non la simple promesse d'obéir personnellement, mais celle d'inspirer l'obéissance aux autres, de les y engager par toute sorte de moyens, de les y contraindre selon la mesure de son pouvoir. L'obéissance est purement passive de la part des citoyens qui se

soumettent par force : la manutention est active , & se rapporte aux autres hommes. On pourroit sur ce point renvoyer au dictionnaire.

Ainsi un ecclésiastique jurant de maintenir la constitution de tout son pouvoir , jure de s'opposer de toutes ses forces , à un événement imprévu qui remettrait l'église en possession de tous ses biens. Ainsi un évêque dépouillé de son évêché , jurant de maintenir la constitution de tout son pouvoir , jure de réunir ses efforts contre le rétablissement de son siège & de sa personne. Ainsi un prêtre jurant de maintenir la constitution de tout son pouvoir , doit favoriser , autant qu'il est en lui , l'élection de nouveaux évêques & de nouveaux curés , au lieu de ceux qui n'ont pas prêté le serment. Il doit prêcher la justice , la canonicité de ces élections ; y déterminer par ses conseils , y contraindre ceux sur qui il a quelque empire. Tout cela est renfermé dans la manutention , & ne l'est pas dans la simple obéissance. L'obéissance n'est autre chose qu'une soumission forcée , quelque jugement qu'on porte de la loi en elle-même. La manutention est l'effet de l'activité & du zèle , qui suppose nécessairement l'approbation intime de la loi.

Est-il vrai d'ailleurs que la constitution décrétée , renferme les quatre conditions qui rendent

la loi juste aux yeux de chaque particulier. La première est qu'elle soit émanée de ceux qui ont droit de législation. On dit que la majorité des cahiers obligeoit les députés à faire une constitution. Je doute très-fort de la vérité du fait. Je m'amuserai d'autant moins à le discuter, que l'auteur s'en défie lui-même. Lors même, ajoute-t-il, que les députés auroient excédé leurs pouvoirs, les adhésions formelles, que presque toutes les municipalités ont données à leurs décrets, couvriroient ce défaut. L'auteur a-t-il écrit pour les Chinois ? Croit-il qu'on soit la duppe de ces adresses multipliées ? Croit-il que nous ne savons pas, qu'elles sont faites à Paris, & docilement souscrites par les municipalités, dévouées à l'Assemblée par intérêt ? Croit-il que nous ignorons, qu'on triomphe de ces approbations mendrées ; & qu'on supprime avec soin, tous les témoignages du mécontentement des provinces ? *Lorsqu'elles se librement assemblées, elles examineront à tête reposée l'ensemble de tous les décrets, c'est alors seulement qu'on pourra compter sur leur vœu.* Et attendant cet heureux moment, nous ne voyons que des mandataires qui ont excédé les termes du mandat ; qui en ont fait l'aveu solennel ; qui ont posé en principe qu'ils avoient droit de se moquer de la volonté de leurs commettans. Rien

n'efface jusqu'à présent ce vice énorme. La constitution manque donc de la première condition qui peut rendre la loi juste aux yeux des particuliers. Elle est émanée de ceux qui n'avoient pas droit de la faire.

La seconde & la troisième condition , qui dit ou rend la loi juste aux yeux des particuliers , c'est qu'elle n'ordonne rien de contraire à la religion & à la raison ; & ne défende rien de ce qu'elles commandent impérieusement. L'auteur dit que ces deux conditions n'ont besoin en cet endroit que d'une preuve négative. C'est qu'il espère donner ensuite une démonstration positive. En l'attendant , je lui ferai une difficulté : l'Assemblée Nationale a certainement autorisé l'usure. Je ne fais si l'auteur lui en fait un crime , car sa morale ne paroît pas sévère. C'est au moins un excès , & un grand excès , au jugement de tous ceux qui respectent le droit naturel & le droit divin. Or je le défie de me prouver solidement , que les curés & les prêtres , qui ont juré le neuf janvier , à la face des saints autels , de maintenir la constitution de tout leur pouvoir , n'ont pas juré en même-temps par-là de maintenir de tout leur pouvoir la pratique de l'usure. Par où consiste-t-il que ce décret anti-évangélique ne fasse pas partie de la constitution ?

Jamais l'Assemblée ne l'a déclarée ; & sa déclaration seule pourroit établir ce fait. On ne peut le nier que sur des allégations en l'air. Faudroit-il autre chose pour faire sentir l'excessive témérité du serment , & pour faire naître de justes scrupules à ceux qui en sont capables ? Quoi , le saint jour du dimanche , dans la chaire de vérité , en descendant de l'autel , la moitié des curés de Paris ont juré authentiquement d'autoriser à jamais , autant qu'il seroit en eux , le vice de l'usure , contre lequel l'Eglise n'a jamais eu qu'un cri. Quoi qu'ils disent , pour colorer leurs démarches , je le répète , je les défie d'établir clairement que leur serment ne frappe pas sur le décret usuraire. Et on voit des prêtres en foule , aller au-devant de ce serment , se disputer en quelque sorte l'honneur de le prêter. Dans quel temps , à quelle occasion , diroit-on plus à propos , *diminutæ sunt veritates à filiis hominum* ?

Je passe à la quatrième condition requise pour que la loi soit juste aux yeux des particuliers. C'est que le législateur n'ait statué que sur ce qui est de son ressort. L'Assemblée a été fidele à ce devoir : l'auteur le prouve par un étalage de maximes politiques. Elle a droit sur tout ce qui intéresse l'ordre public & le bonheur de la société. Donc elle a pu autoriser l'usure , & bou-

leverfer tous les évêchés du royaume.

« Il importe à la fociété que chacun ne foit
 » point libre de fuivre toujours fa volonté pour
 » regle de fa conduite. Les fentimens & les
 » paffions des hommes étant auffi variés & auffi
 » expofés qu'ils le font , on n'y verroit que trou-
 » ble & défordre ; il y auroit autant de regles
 » différentes , que de volontés particulieres : dès-
 » lors plus de volonté générale , plus de force
 » publique , plus de fubordination , plus de fûre-
 » té , plus de propriétés , plus de bonheur ».

Ce langage n'eft qu'une amplification toute pure , ou celui d'un homme qui ne connoîtroit ni religion révélée , ni l'églife , ni fes miniftres revêtus de fa puiffance. Il fuppose que le Prince a une pleine autorité fur les volontés des pasteurs , pour les gêner , les affervir à fon caprice dans l'exercice de leur miniftère ; pour les foumettre à toutes les loix qu'il lui plaira de leur dicter. Ou l'auteur a voulu dire cela , ou il ne dit rien. Il n'y a plus de diftinction des deux puiffances : la fuprématie Angloife doit régner parmi nous.

« Il importe à la fociété , que les biens , ces
 » dons de la nature & de l'art , qui , s'ils ne ren-
 » dent pas l'homme heureux , font au moins né-
 » ceffaires pour foutenir fon existence & adoucir

» ses peines , soient dispensés de maniere , que
 » chacun puisse par le travail en tirer sa subsistan-
 » ce , & celle de sa famille.

» La société a donc le droit de mettre des bor-
 » nes à la liberté naturelle de ceux qui la com-
 » posent , de régler leurs actions , l'usage & la
 » disposition de leurs biens. Mais pour être juste ,
 » elle ne doit enlever à chacun de ses droits ,
 » que ce qui est nécessaire à la sûreté & à la con-
 » servation de tous.

» Ainsi , ce prélèvement fait , chacun doit être
 » libre de penser , d'agir , & de disposer du sur-
 » plus de ses biens , comme il veut.

» La regle suprême que doit suivre la société
 » dans la disposition des biens , c'est le salut du
 » peuple , l'égalité proportionnelle dans les avan-
 » tages & les contributions ».

Voilà un dogme nouveau , ignoré jusqu'ici de
 tous les publicistes. Ils ont cru inviolable la pro-
 priété légitime de chaque citoyen. Ils ont imposé
 aux princes l'obligation de la respecter. Par-là ils
 les ont induits en erreur. Le gouvernement civil
 peut dépouiller l'un pour faire vivre l'autre. Il
 peut faire une répartition à-peu-près égale des
 biens entre tous les citoyens. Si l'auteur a vingt
 mille livres de rente , l'Assemblée peut justement
 lui enjoindre de donner tous les ans cent pisto-

les à dix-neuf de ses voisins qui sont dans l'indigence. Il y aura ainsi égalité, non-seulement entre les hommes, mais entre les fortunés. Comment l'Assemblée n'a-t-elle pas usé jusqu'à présent de cette belle prérogative ?

On vient de voir les idées de l'auteur sur la première condition requise dans le serment. Il doit être juste. Or toute loi est juste aux yeux des particuliers tenus d'obéir, à moins qu'elle ne soit incompétente, & contraire à la religion ou à la raison. La maxime pourroit se soutenir, si le serment n'emportoit qu'une simple promesse d'obéir; mais on jure de maintenir de tout son pouvoir, & cet engagement a bien plus d'étendue. Tout homme a le pouvoir de conseiller la soumission, de la commander même à ses inférieurs, de s'opposer jusqu'à un certain point à l'infraction. Voilà ce qu'on promet à Dieu, & aux hommes sous ses yeux, en jurant de maintenir la loi de tout son pouvoir. Il est visiblement faux, que celui qui n'est tenu qu'à l'obéissance, soit astreint à cette manutention, à cette réunion de toutes ses forces, pour affermir & progager le regne de la loi. On conclut donc fort mal, de ce qu'un particulier est contraint d'obéir à une certaine loi, qu'il peut jurer en conscience de la maintenir de tout son pouvoir.

La seconde condition que l'auteur prescrit pour la légitimité du serment , c'est qu'il soit nécessaire. Il l'est , lorsqu'en le refusant , on compromet les intérêts de la religion & de la patrie. Or , dit l'auteur , « qu'on ait égard aux circonstances où » se trouve la France en ce moment , au schisme » prochain dont elle est menacée , à la disposition des esprits , à l'état de la religion , à la » situation critique de ses ministres , en butte plus » que jamais , à la haine , au mépris , & aux efforts de la philosophie moderne , secondée des » mauvaises mœurs ; & l'on conviendra qu'un » serment , qui prévient tous les malheurs , » dont le refus pourroit être la suite , ne fût jamais plus nécessaire (lorsque d'ailleurs il est » juste) , qu'il est du devoir de tout fonctionnaire » public , qui aime sa religion & sa patrie ».

L'auteur convient que toutes ces circonstances ne sont d'aucune considération si le serment est injuste. Son injustice est palpable , s'il emporte l'obligation d'employer tout ce qu'on a de force de corps & d'ame , à la manutention de décrets , également incompetens & irréligieux. Or tel est l'objet du serment qu'on exige des prêtres. Ils n'ont donc d'autre règle à suivre que celle qui oblige à faire son devoir , en abandonnant à Dieu les suites. Leur conduite est tracée par la maxime

de S. Paul , qui défend de faire le mal pour procurer le bien. A quoi se réduisent d'ailleurs ces circonstances auxquelles on donne tant de poids ? Le schisme est sans doute un très-grand mal. Il ne sera pas sur le compte de ceux qui n'y donneroient lieu que pour avoir observé un devoir clair & précis. On ne montrera pas dans l'histoire , un saint dont la démarche ait été approuvée , & qui , par la seule crainte du schisme , ait consenti à violer la loi de Dieu , & à abandonner la défense de l'Eglise. Oui sans doute , par amour de l'unité , on peut céder sur des choses de peu d'importance. Que la puissance civile s'oppose à une procession , à une pratique peu nécessaire du culte extérieur ; c'est le cas où le bien de la paix engage à se prêter , & à souffrir patiemment. Mais lorsqu'il s'agit d'une discipline importante ; lorsque la dispute roule sur le fonds même de l'autorité que Jesus-Christ a donnée à son église ; lorsqu'il est question de maintenir sa liberté & son indépendance contre les usurpations de la puissance temporelle qui veut l'asservir ; on n'a jamais vu les saints être touchés de la crainte du schisme.

Combien l'Eglise n'a-t-elle pas combattu pour maintenir le culte des saintes images ? Combien n'y a-t-il pas eu alors de confesseurs , même de

martyrs ? Le schisme a-t-il jamais été plus à redouter que sous l'empire de Léon l'Isaurien , protecteur déclaré des Iconoclastes , persécuteur violent des saintes images ? Qu'on lise l'histoire de ce siècle , & qu'on nous montre tous les pasteurs renoncer au culte des saintes images par l'appréhension d'une rupture. Il ne s'agissoit cependant que d'un point de discipline. Ils craignoient le schisme autant & plus que nous ; mais ils avoient de la foi , & nous n'en avons plus.

Qui n'a pas entendu parler de saint Thomas de Cantorbéry ? Il croyoit fermement que la puissance séculière n'avoit aucune autorité sur les clercs. Il se trompoit en cela , c'étoit l'erreur de son siècle. Il regardoit l'indépendance de l'Eglise comme attaquée. Il a résisté au Roi comme un mur d'airain. Il a résisté jusqu'à la mort. Il craignoit sans doute le schisme ; il se croyoit plus obligé encore à défendre l'Eglise contre le Roi , qu'il regardoit comme usurpateur de sa puissance. On nous dit aujourd'hui , que quand il auroit eu raison au fonds , il auroit dû céder , de peur d'occasionner un schisme.

Combien d'évêques , justement déposés , ont ils été protégés par les princes ? Combien de saints prélats ont été chassés de leurs sièges , & d'autres mis à leur place par violence ? On défendoit aux

fideles de communiquer avec les intrus. Auroit-on donc toujours ignoré jusqu'où doit aller l'amour de la paix ?

Je crois moi, que cette horreur apparente du schisme couvre une maxime très-pernicieuse dans ses suites. Il faut convenir que le schisme est toujours à craindre quand on a contre soi l'autorité temporelle, parce que la multitude des charnels est toujours avec le Souverain.

Il faut donc poser pour principe, que dans toutes les disputes entre les deux puissances, les évêques doivent toujours plier sous la volonté du Souverain. On n'ose pas leur prescrire cette conduite lorsque le dogme est attaqué. On avoue donc, que quand la foi est en péril, il faut mettre à l'écart la crainte du schisme. Pourquoi en être donc si touché, lorsqu'il s'agit de la discipline la plus importante, ou de la conservation de l'autorité que Jesus-Christ a confiée à son Eglise ? Les pasteurs ne doivent-ils donc avoir de courage que contre les hérésies. Dans toute autre occasion, ils sont obligés à la plus servile condescendance aux ordres de la puissance séculière. La lâcheté, la mollesse, est pour eux d'un devoir étroit. Ils doivent assujétir l'Eglise au gouvernement civil. Je ne fais si une telle maxi-

me ne doit pas exciter autant de frayeur que le schisme.

Outre le dogme & la discipline , nous avons encore la morale Je demande s'il faut la sacrifier à la crainte du schisme. On le fait certainement en favorisant l'usure. On a déjà dit , qu'en prêtant le serment , on autorisoit le décret qui permet le prêt à terme avec intérêt ; ou qu'au moins , on s'exposoit au risque de le faire , puisque personne ne fait s'il fait ou ne fait pas partie de la constitution. Que les promoteurs du serment prennent leur partie sur ce point ; qu'ils optent entre l'Evangile , & la terreur panique d'un schisme dont ils ne seront pas coupables. On n'est jamais schismatique sans sortir volontairement de l'Eglise. On offense Dieu très-certainement en violant un de ses préceptes , en jurant de le violer , & d'en maintenir le violement de tout son pouvoir.

Comment entend-on d'ailleurs , que la prestation du serment prévienne le schisme ? On veut dire apparemment , qu'on mettra d'autres évêques & d'autres curés à la place de ceux qui n'auraient pas prêté serment ; & qu'il y aura des diocésains & des paroissiens qui refuseront de les reconnoître en cette qualité. Voilà ce qu'on appelle schisme.

Mais

Mais , 1^o. il faut espérer qu'on ne déposera pas 120 évêques , & qu'on sera effrayé d'un tel excès.

2^o. Je suppose qu'on déplace une vingtaine de curés de Paris , ceux qu'on leur substituera seront des intrus. Il y aura dans chaque paroisse , 40 ou 50 , peut-être 100 paroissiens , qui refuseront de communiquer avec eux dans toutes les actions libres. Ils iront entendre l'office & communier dans d'autres Eglises. Ce seroit se tromper que d'attendre une telle conduite d'un grand nombre de fideles. La religion fait aujourd'hui si peu d'impression sur les esprits , il y a si peu de personnes pieuses , que les intrus sont assurés d'être adoptés par la multitude. Quel effet fera dans Paris une telle conduite ? Elle n'y fera seulement pas apperçue. C'est à quoi se réduit ce prétendu schisme , dont on nous fait tant de peur , & dont la seule crainte doit fermer tous les yeux , faire taire toutes les consciences , & forcer tout le monde , en quelque sorte , à la prestation du serment. Dira-t-on que le plus grand danger est dans cette conduite , & non dans la préconisation de l'usure ; dans le criminel abandon de l'Eglise de Jesus-Christ , dont on livre l'autorité au pillage , & à l'usurpation visible de la puissance civile ?

La seconde circonstance qui doit familiariser avec le serment , c'est la disposition des esprits. Cette disposition , c'est l'impiété qui domine en France , qui nous menace de l'extinction totale de la foi. Par où le serment la guérira-t-il , la fera-t-il cesser ? Est-ce en donnant les mains aux impies , en se soumettant à des décrets qui les favorisent , en jurant de les maintenir de tout son pouvoir , qu'on remédiera au mal ? N'est-ce pas plutôt en demeurant ferme dans la foi , en se renfermant dans une obéissance forcée à des décrets , qu'on ne pourroit contredire impunément ?

On met en avant l'état de la religion. Il est déplorable sans doute. Donc les pasteurs doivent montrer moins de force & de vigueur dans sa défense ; donc ils doivent rendre l'hommage le plus éclatant à des décrets qui sont dirigés contre elle. Ils ne peuvent jamais excéder à cet égard. On a refusé de déclarer la religion catholique , religion de l'Etat. On combat sa morale & sa discipline. On la rend esclave du gouvernement civil. Donc les pasteurs doivent accorder toute la faveur possible à des décrets qui l'oppriment & la font gémir.

Les ministres de l'Eglise sont dans une situation critique , en bute plus que jamais à la haine , aux mépris & aux efforts de la philoso-

phie moderne , secondée des mauvaises mœurs. Comment ne feroient-ils pas exposés au mépris , pendant que tous les décrets de l'Assemblée ne tendent qu'à l'inspirer ; pendant qu'on leur donne la qualification plus qu'indécente de fonctionnaires publics salariés par la nation ? Cette dénomination pourroit convenir à l'exécuteur de la haute-justice , à ceux qui remplissent les emplois les plus vils de la société. On ne se seroit pas permis de désigner ainsi un corps de magistrature. On nomme ainsi les ministres de Jesus-Christ , ses envoyés , ses ambassadeurs , les dispensateurs des mystères de Dieu. C'est la conduite qu'on a tenue à leur égard , qui a fait entrer dans ces sentimens de haine & de révolte contre les ecclésiastiques , un peuple insolent & effréné. Il a emprunté des impies qui dominant parmi nous , la disposition à outrager la religion de Jesus-Christ , & par conséquent ses ministres. Jamais la profanation des temples n'a été portée au degré où nous la voyons. On reconnoît à peine quelque différence entre nos églises & les rues. Donc il faut promettre de maintenir de tout son pouvoir les décrets qui sont la source principale de tous ces désordres : Rien n'est plus propre à les augmenter.

La vaine exagération des circonstances où se

trouve le royaume , se réduit dans le vrai à des mots vuides de sens. On voudra bien avouer peut-être , qu'il n'y a point de position dans laquelle il soit permis d'agir contre sa conscience , & de faire une chose qu'on croit injuste. C'est donc perdre le temps que d'insister sur les circonstances. La légitimité du serment ne peut jamais en dépendre. Il faut le peser sous les yeux de Dieu , tel qu'il est intrinséquement. Paroît-il juste ? Il faut le prêter , par cette unique raison qu'il n'offense point Dieu , & que la puissance civile l'exige. Répugne-t-il à la conscience ? On doit le refuser constamment , abstraction faite de toute considération. Vouloir qu'on se détermine par des vues étrangères prises dans la position actuelle des choses , c'est parler le langage de la chair & du sang : c'est engager les prêtres à préférer l'intérêt au devoir : c'est un conseil peu évangélique. La prétendue nécessité du serment est chimérique , par cela seul qu'on la tire des circonstances fâcheuses où le royaume est placé.

L'auteur de l'examen admet une troisième condition pour la légitimité du serment. C'est qu'on croie que son objet est juste , & sur cela je fais deux observations.

La première , c'est qu'il veut qu'on jure sur les

décrets futurs , qui sont encore dans l'esprit du législateur , qui ne verront le jour que dans deux mois. Comment se persuader que de tels décrets sont le juste objet d'un serment ?

Ma seconde observation , est que l'auteur se contredit. Il a dit plus haut que tous les décrets étoient justes aux yeux de tous ceux qui sont tenus à l'obéissance , pourvu qu'ils ne fussent pas incompétens , irréligieux , déraisonnables.

Ici il avance que pour jurer sur la loi , il faut être personnellement convaincu de sa justice. Cette dernière maxime est manifestement fautive. Les sujets sont tenus d'obéir à la loi , lors même qu'elle ne leur paroît pas juste , parce qu'ils y seroient contraints par force. Ils peuvent donc jurer cette obéissance , sans égard à leur opinion personnelle , & même contre cette opinion. On nous dit ensuite que le serment fait sur la loi est illégitime , lorsqu'on n'est pas convaincu de la justice de cette loi. Il n'est pas facile de concilier ces deux assertions.

Après avoir exposé des principes , l'auteur de l'examen met dans la bouche des adversaires du serment quelques objections. Les réponses qu'il y fait sont si foibles , qu'il seroit inutile de s'y arrêter.

J'entends faire une autre difficulté. Si le ser-

ment étoit illégitime, auroit-il été prêté par la moitié des curés de Paris , par une multitude d'ecclésiastiques ; trouveroit-il tant d'approbateurs parmi les fideles les plus attachés à la religion ?

S. Cyprien va écarter cette difficulté. Il étoit consulté par les peuples d'Espagne , au sujet de deux évêques justement déposés pour leurs crimes. Il se trouvoit cependant des évêques qui communiquoient encore avec eux ; & cette conduite faisoit naître des inquiétudes dans l'esprit des peuples. Ne soyez pas étonné , leur dit le saint docteur , épître 68 , si dans les derniers temps , il se trouve des personnes dont la foi chancelle , qui ne sont pas fermes dans la crainte de Dieu , qui sont peu attachés à l'unité & à la concorde. Ces malheurs ont été prédits. Jésus-Christ & ses Apôtres nous ont averti qu'à la fin des siècles , à l'avénue de l'Ante-Christ , le bien iroit toujours en diminuant , & le mal en croissant. *Nec vos moveat , si apud quosdam in novissimis temporibus aut lubrica fides nutat , aut Dei timor irreligiosus vacillat , aut pacifica concordia non perseverat. Prænuntiata sunt hæc futura in sæculi fine ; & Domini voce , atque Apostolorum contestatione prædictum est : deficiente jam mundo , atque appropinquante Anti-Christo , bona quæque deficere , mala verò & adversa proficere.*

Dieu n'a pas cependant tellement abandonné l'Eglise de France , qu'il ne s'y soit trouvé plus de 120 évêques , la moitié des curés de Paris , beaucoup de vicaires & autres prêtres , qui ont fait paroître la vigueur évangélique , & en qui la force de la vertu chrétienne & de la foi n'a pas été languissante. Il y a toujours un nombre de pasteurs qui ne sont pas entraînés dans cette décadence générale & ce naufrage de la foi ; & qui défendent avec courage l'honneur de Dieu & la dignité du sacerdoce.

Non sic tamen , quamvis novissimis temporibus , in Ecclesia Dei aut Evangelicus vigor cecidit , aut christianæ virtutis aut fidei robur elanguit , ut non supersit portio sacerdotum , quæ minimè ad has rerum ruinas , & fidei naufragia succumbat ; sed fortis & habilis honorem divinæ majestatis & sacerdotalem dignitatem plena timoris observatione tueatur.

Le saint docteur rappelle l'exemple de Mathias , du prophète Elie , de Daniel & des trois jeunes hommes qui ont défendu courageusement la loi de Dieu , & y sont demeurés fidelement attachés , au milieu d'une défection universelle. C'est à quoi doit faire attention le grand nombre des prévaricateurs & des traitres , qui étant

dans l'Eglise , combattent contre elle , & qui abandonnent la foi & la vérité.

Viderit vel prævaricatorum numerus vel proditorum qui nunc in ecclesia contra ecclesiam surgere, & fidem pariter ac veritatem labefactare cœperunt. Permanet apud plurimos sincera mens & religio integra , &c.

Si saint Cyprien se croyoit à la fin des temps , combien n'en sommes-nous pas plus voisins ? A quelle autre cause qu'à l'affoiblissement de la foi , attribuer la facilité avec laquelle on prête le serment dont il s'agit ? De tous les curés jurans , aucun n'oseroit nier que le serment est téméraire , à moins que son objet ne soit certain , précis , clair , sans nuage , sans équivoque , sans incertitude. Or aucun d'eux ne pourroit dire précisément ce qu'il a juré. Ils ont juré sur la constitution. Qu'est-ce que la constitution ? C'est la réunion de plusieurs décrets. Combien y en a-t-il ? L'Assemblée a fait des décrets par centaine. Quels sont ceux sur lesquels on a juré ; ceux qu'on a exclus du serment ? Qu'ils le disent clairement , on les en défie.

Qu'on fasse jurer un homme sur l'ordonnance de Blois ; rien n'est plus clair. C'est une loi publiée en 1579 , qui contient un nombre d'articles déterminés. On promet de les garder tous.

Il n'y a pas le moindre doute. En est-il de même de la constitution ? En quelle année , quel mois , quel jour a-t-elle été faite ? Que décide-t-elle ? Combien contient-elle de textes ? Que portent le 3^e. , le 6^e. ? Il est constant par l'Assemblée elle-même , que la constitution n'est pas encore achevée. On jure donc , & sur des articles déjà dressés , qu'on ne connoît pas , dont on ignore le nombre & le prononcé , & sur d'autres qui n'existent pas encore. On jure , & sur une chose existante , dont on n'a aucune idée , & sur une chose future , qui pourra n'être jamais , qui pourra être de telle ou telle manière , qui pourra contenir une chose ou l'autre. Trouveroit-on des exemples d'un pareil serment ?

Mais , dit-on , les particuliers doivent l'obéissance à la loi. La constitution dans sa portion présente , & dans sa portion future , sera une loi. On ne court donc aucun risque en promettant de lui obéir.

En raisonnant ainsi on se fait une illusion visible. Car en accordant pour un moment que la constitution sera une loi véritable & proprement dite , au moins faut-il connoître distinctement cette loi pour promettre d'y obéir. Il faut être assuré qu'elle ne contient rien de contraire à l'Evangile. Or on ne peut pas s'en convaincre

quant aux articles déjà rédigés , puisqu'on ne discerne pas avec certitude les décrets constitutionnels. Il est moins possible encore de s'en convaincre , par rapport à ceux qui sont publiés dans la suite , qui sont *in futuro contingenti libero*. Le serment feroit donc injuste & téméraire , quand il ne contiendrait que la simple promesse d'obéissance.

Mais d'ailleurs il va beaucoup plus loin. Il est inconcevable qu'on se flatte de rendre synonyme la promesse d'*obéir*, & celle de *maintenir* de tout son pouvoir. Celui qui a juré de maintenir de tout son pouvoir la religion catholique , rempliroit-il son serment en se contentant de la professer , sans exhorter les autres à faire de même ; sans y déterminer ceux sur qui il a quelque crédit ; sans s'opposer de toutes ses forces à ceux qui la combattent. La simple promesse d'*obéir* ne suppose pas dans celui qui la fait , la conviction personnelle de la justice de la loi. Je promets d'*obéir* parce que j'y suis forcé. La promesse affermentée de maintenir de tout son pouvoir , suppose au contraire , l'approbation de la loi de la part de celui qui jure. Celui qui a promis d'*obéir* n'est pas obligé à propager l'empire de la loi. Celui qui a juré de la maintenir de tout son pouvoir , doit faire tout ce qui est en lui pour éten-

dre son regne. En jurant de maintenir la constitution de tout son pouvoir , on jure de maintenir envers & contre tous , la constitution prétendue civile du Clergé , le décret qui légitime l'usure , celui qui rend les Protestans habiles à élire des évêques & des curés , &c Si cela ne suffit pas pour effrayer des consciences délicates & des âmes timorées , de quoi le feront-elles ?

F I N.

Chez LE CLERE, Libraire , rue Saint-Martin ,
près celle aux Ours, N^o. 254.



